

# Les agriculteurs ultramarins obtiennent une victoire sur l'aide agricole

© 26/06/2018 |  Terre-net Média

**Les agriculteurs et professionnels de l'industrie agro-alimentaire d'Outre-mer ont obtenu mardi à Bruxelles l'assurance que la commission européenne va « changer sa position » pour maintenir le budget de l'aide agricole européenne pour les Outre-mer, a-t-on appris auprès d'Eurodom, organisme de défense des départements français ultramarins à Bruxelles.**

Une délégation de 180 personnes des régions ultra-périphériques (RUP, les neuf territoires ultramarins de l'Union européenne) était lundi et mardi à Bruxelles pour défendre le **Programme d'option spécifique à l'éloignement et à l'insularité (Poséi), déclinaison de la Pac** (Politique agricole commune) pour les **Outre-mer**, que la Commission européenne souhaitait baisser. Début juin, la Commission européenne a annoncé son souhait de baisser de 3,9 % les aides directes de la Pac, et « contre toute attente, alors que nous avons des promesses assez sérieuses -et publiques- du président de la Commission Jean-Claude Juncker de ne pas toucher au Poséi, ainsi que le soutien avéré du Parlement européen » sur ce sujet, « la commission a mis le Poséi dans les baisses », a expliqué à une journaliste de l'AFP Gérard Bally, délégué général d'Eurodom, au cours d'un entretien téléphonique.

Après avoir rencontré tous les eurodéputés des RUP (Madère, Canaries, Açores, Saint-Martin, Guyane, Guadeloupe, Martinique, Mayotte, La Réunion), dont elle a obtenu le soutien, la délégation a rencontré mardi matin le commissaire européen à l'agriculture Phil Hogan, et celui aux affaires économiques, Pierre Moscovici. « Nous avons obtenu de Phil Hogan une déclaration indiquant que la commission européenne acceptait de revoir sa position, et **ne pas toucher au Poséi**, si nous avons toujours le soutien du Parlement et des trois pays-membres » (qui ont des RUP, c'est-à-dire France, Portugal et Espagne).

« Il l'a dit de manière très claire », « ça devient un **engagement politique de la commission** », a expliqué Gérard Bally. « Dans les îles, même si la Guyane n'en est pas une, l'agriculture est le socle de l'économie », a-t-il argumenté. « Il y a une condamnation géographique à une production agricole minimale ». Selon lui, « les aides directes participent au maintien d'un revenu équitable au producteur », a-t-il ajouté, et toute baisse des crédits alloués aux RUP entraînerait « un retour en arrière pour ces territoires marqués par des contraintes propres » (insularité, superficie réduite, éloignement du continent, conditions climatiques et géographiques difficiles, etc). De plus, dit-il, l'agriculture apporte une réponse au chômage dans ces territoires. Ainsi, la banane est le premier employeur privé des Antilles françaises et représente 8 % de l'emploi aux Canaries, le sucre est le premier employeur privé à La Réunion.